

## L'âge de l'institution

Pierre Lefebvre

Volume 50, Number 4 (286), December 2009

Littérature 1959-2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/63773ac>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Collectif Liberté

### ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Lefebvre, P. (2009). L'âge de l'institution. *Liberté*, 50(4), 7–14.

# L'ÂGE DE L'INSTITUTION

Les mythes fondateurs, qui sont souvent aussi cruels que facétieux, font souvent référence au fratricide pour illustrer le monde dégradé dans lequel on vit. Je trouve pour ma part que ça tombe très bien parce qu'on peut, en tirant le tout un peu par les cheveux, raconter l'histoire de la littérature québécoise en laissant planer au-dessus d'elle l'ombre de Romulus et Remus, ou peut-être encore, si on préfère, celle de Caïn et Abel.

Les littératures, comme on le sait, ne viennent pas au monde partout de la même manière. Pour les européennes, je ne sais pas trop si c'est un avantage, ça s'est pour ainsi dire passé dans la stupeur ou peut-être même l'enchantement. Je tourne les coins ronds, mais les Français, les Allemands, les Anglais, par exemple, j'imagine que c'est la même chose pour les autres, se sont à un moment donné retournés sur eux-mêmes, ont constaté l'ampleur de leur corpus, se sont dit, wow, quand même, on n'a pas trop niaisé, et se sont décidés à continuer sur ce fonds de commerce-là. Pour ce qui est des Amériques, c'est le contraire. Les littératures nationales sont essentiellement un projet, une projection et, si ça trouve, en tout cas certainement au début, un fantasme. *Grosso modo*, des États-Unis en passant par le Brésil, l'Argentine, le Mexique et, bien sûr, le Québec, c'est d'abord un constat de tristesse, de colère aussi, qui en est à l'origine et qui

fait qu'on en arrive à se dire qu'il serait peut-être temps d'arrêter de singer la mère patrie.

*Speaking of which*, c'est Miron qui nous rappelle cette évidence, qui ne nous vient pourtant que rarement à l'esprit, et qui veut que le français soit la seule langue américaine demeurée minoritaire par rapport à sa souche européenne. C'est ce qui explique peut-être que nous ayons été parmi les tout derniers à franchir le pas. Attendre pratiquement la deuxième moitié du vingtième siècle pour se choquer comme l'avait fait tout le monde avant nous, sauf nos Anglais mais ça ne me console pas, n'est sans doute pas une source de fierté, bien que je n'irais pas non plus jusqu'à clamer que ce soit honteux. Comme le veut l'expression juridique, nous avons pour notre part des circonstances atténuantes.

Évidemment, on peut toujours se dire, et même avec raison, que ce n'est pas si grave que ça. Être minoritaire est quand même le lot de beaucoup de monde et, avec un peu de chance, ou d'efforts, ou les deux, le statut de marginal peut parfois dessiller les yeux et peut-être même la langue, pensons ne serait-ce qu'à Joyce. N'empêche, il reste qu'il y a des jours où je ne peux pas m'empêcher d'être jaloux des États-Uniens qui, sans se poser de questions, disent « ass », et ce, pour la simple raison qu'il ne viendra jamais à l'esprit d'un gars de Londres de répliquer : « But, my dear, it's arse. » Cette belle insouciance-là, notre sort, comme on le sait, est cruel, nous est tout bonnement interdite : dire « marde », et encore plus l'écrire, nous demeure encore, quarante-cinq ans après *Le cassé* de Jacques Renaud, peut-être pas problématique mais au moins délicat, puisqu'on sait que le mot juste, ça reste « merde ».

J'espère qu'on comprendra que je ne tiens pas ici à raviver, ou même à revisiter, la vieille querelle du joul. D'une part parce qu'elle m'intéresse assez peu, et d'autre part parce qu'elle m'est toujours apparue un peu insignifiante. La richesse littéraire du *Monsieur Melville* de Victor-Lévy Beaulieu, des *Salicaires* de Jacques Ferron, de la *Rue Deschambault* de Gabrielle Roy, de *L'esprit vagabond* d'André Major ou des *Masques* de Gilbert La Rocque a bien prouvé que la teneur d'un texte n'a rien à voir avec le niveau de langage avec lequel il se coltine et que le problème de la langue se trouve ailleurs. Ailleurs, O. K., mais où ?

La question est bien sûr délicate, si ce n'est impossible. Je commencerai par dire, pour tenter d'y répondre, que ce qui m'a toujours étonné dans le parcours de la littérature québécoise est que

le nombre de textes à la langue assurée, ancrée, concrète, réelle que l'on a connu au début — on connaît par cœur l'extraordinaire boum comprenant, entre autres, *Les chambres de bois* (1958), *Cotnoir* (1962), *Prochain épisode* (1965), *Une saison dans la vie d'Emmanuel* (1966) et *L'avalée des avalés* (1966) — n'ait pratiquement pas augmenté au fil du temps. Je ne suis pas particulièrement versé dans le raisonnement mathématique, mais, si le ratio qui se publiait à l'époque arrivait à fournir autant de textes d'une telle teneur, celui que l'on a aujourd'hui, puisque ça a bien dû quintupler depuis le temps, devrait logiquement nous permettre de crouler sous les œuvres plus ou moins exceptionnelles.

Ce n'est évidemment pas le cas, ce qui, quand même, je m'empresse de le dire, n'est pas particulièrement dramatique. À la petite gang qu'on est, on ne peut pas non plus s'attendre à pisser un texte époustouflant aux deux semaines. Seulement, et l'assertion, j'aime autant vous en prévenir, n'a rien de scientifique, j'ai souvenir qu'au cours des dix-sept années où j'ai fait le libraire pour gagner ma vie, environ sept romans québécois sur dix échouant sur la table des nouveautés me semblaient écrits dans une langue improbable. Ça ressemblait essentiellement à de la caricature de prose américaine, genre Carver ou Hemingway du pauvre, de surcroît médiocrement traduite à Paris, bref, une langue abstraite, scandaleusement artificielle, et plus factice que le français radio-canadien dont on s'est si longtemps moqué. Et, ce qui me choquait le plus quand je survolais ces textes-là, parce que les lire m'apparaissait très vite au-dessus de mes forces, c'est que la langue qui s'y déployait me donnait le sentiment d'émaner de nulle part, si ce n'est d'un terrifiant non-lieu.

Je me demande des fois si ce n'est pas Fernand Dumont qui peut nous donner ici un début de réponse, parce qu'il me semble que personne n'a mieux nommé que lui l'abstraction dans laquelle nous vivons. C'est à la page soixante-six de l'édition de poche de *Raisons communes* que ça a lieu, et ça va comme suit :

Veut-on, ainsi que beaucoup le laissent entendre, créer un État-nation ? En tout cas, on parle couramment de *nation québécoise*. Ce qui est une erreur, sinon une mystification. Si nos concitoyens de langue anglaise du Québec ne se sentent pas appartenir à notre nation, si beaucoup d'allophones y répugnent, si les autochtones s'y refusent, puis-je les y englober par la magie du vocabulaire ? L'histoire a façonné une nation française en Amérique ; par quelle décision subite pense-t-on la changer en nation québécoise ?

Dumont touche là du doigt quelque chose d'essentiel parce que la littérature, contrairement à ce qu'on peut en penser, n'est rien une affaire abstraite. Une langue, c'est comme un corps, c'est-à-dire que ça a une histoire. Et, si ce que Dumont avance me fait peur, c'est bien parce qu'il laisse entendre que, cette histoire, nous l'avons bazardee. Dès lors, comment écrire et, surtout, à partir de quel lieu ? Parce que, si on peut toujours écrire dans le brouillard, écrire dans le faux-semblant est impossible. Il faut quand même, pour y arriver, tenir un petit bout de véridique, c'est-à-dire de concret, c'est-à-dire de réel. Mais, quand on fait partie d'une peuplade dont le nom même ne correspond à rien, à quoi peut-on se raccrocher pour ne pas sombrer, comme disait l'autre, dans l'abîme du rêve ?

Peut-être peut-on trouver là un début de réponse à nos difficultés dès qu'il est question de transmission. Pourquoi, par exemple, comme on peut le faire aux États-Unis, où l'on peut grossièrement départager un bon nombre d'écrivains d'aujourd'hui en enfants de Faulkner ou d'Hemingway, pourquoi ne trouve-t-on pas, chez nous, d'enfants de Beaulieu ou encore de Ferron ? Et je vous en supplie, ne me parlez pas de notre pléthore de sous-Ducharme qui ne cessent de nous casser les pieds avec leur ostie de narrateur infantile au langage « ludique ».

La première chose, évidemment, qui nous vient à l'esprit, c'est que, les années 1960 ayant été un extraordinaire condensé de conditions politiques, sociales et économiques, il serait illusoire de croire que de tels éclats puissent se répéter. Cela dit, bien que l'argument me semble juste, il n'explique quand même pas qu'une certaine tradition n'ait su naître de ses premiers acquis. Mais peut-être y a-t-il une autre avenue à explorer. Parce qu'en même temps que l'âge de la parole, on l'oublie un petit peu parce que c'est moins enivrant, ce qui émerge aussi, c'est le ministère de la Culture, c'est la structure éditoriale québécoise telle qu'on la connaît aujourd'hui, c'est l'arrivée des médias de masse et la consolidation de notre tradition universitaire, bref c'est notre institution littéraire.

Ces deux naissances simultanées, si ce n'est ce cas de gémellité contre-nature, nous ont peut-être bien, à la longue, causé plus de problèmes que de profit, d'autant plus que l'ensemble de nos institutions participait alors à un projet plus large, soit la légitimation de ce fameux passage du Canada français au Québec, auquel de toute façon presque tout le monde s'affairait à l'époque. Ainsi, et

c'est ce qui est fascinant dans notre parcours, notre littérature a fait un peu plus que rompre avec le vieux pays. Elle a aussi rompu avec son appellation. Exit la littérature canadienne-française, cette pas bonne qui n'était que le symptôme de notre médiocrité, voici, jouez, hautbois, résonnez, musettes, la littérature québécoise. Qu'est-ce que vous voulez, on avait quelque chose à prouver, et notre institution a tout fait pour y arriver. Mais, ce qui est drôle dans tout ça, ça fait même bizarre de se le rappeler, c'est que notre fameux âge de la parole n'a pas été le fait de Québécois mais bien de Canadiens français. Qui plus est, et c'est là que ça m'intéresse, ce coup d'envoi extraordinaire a été fait par des écrivains qui s'inquiétaient de leur condition, de leur culture, de leur statut, bref, qui ont choisi, ou qui se sont sentis forcés, peu importe, de composer avec l'âpreté du monde dans lequel ils vivaient, de même qu'avec la friabilité de la langue de leur communauté. Que ce soit Miron évoquant la pauvreté natale de sa pensée rocheuse, Lapointe concluant que nous sommes de petits catholiques tristes ou Aquin proposant « qu'il se peut que surenchérir sur l'inexistence, la médiocrité ou l'échec de la littérature canadienne-française soit précisément la meilleure façon de faire de la littérature canadienne-française<sup>1</sup> », on peut dire que la force de frappe de l'âge de la parole est essentiellement d'avoir accepté de faire face à l'inquiétude d'être soi. Mais les écrivains québécois qui ont suivi cette génération-là ont été plus timides à ce sujet, et je me demande si ce n'est pas justement grâce au changement d'appellation. Celui-ci, en effet, a eu entre autres comme conséquence de rendre la colère, le malaise, l'inquiétude et la rancœur que nous éprouvions envers nous-mêmes plus tolérables mais, du coup, plus inoffensifs. Pouvoir se méfier impunément du Canada français, c'était quand même l'aubaine du siècle. Cela nous évitait de nous méfier de nous-mêmes, opération, comme on le sait, beaucoup plus délicate.

En se décidant à marcher vaillamment vers un avenir radieux, main dans la main avec une institution ayant comme socle, comme toutes les autres de cette province, « une erreur, sinon une mystification », notre littérature s'est quand même embarquée sur un drôle de radeau. C'est peut-être d'ailleurs cette absence de lieu concret où plonger ses racines qui a permis à l'ensemble de nos institutions culturelles de se laisser si facilement séduire, de vraies guidounes, par le côté obscur de la force et de si fièrement, dès que c'est devenu à la

1. C'est Pierre Nepveu qui cite ça à la page 56 de *L'écologie du réel* (Montréal, Boréal, coll. « Boréal Compact », 1999).

mode, se mettre à affubler la création et ce qui s'y rattache du doux vocable d'«industrie culturelle». Quand j'y pense, on sait comme les bambins sont fragiles, tout autant que sensibles aux mauvaises influences, j'ai parfois un peu peur que notre littérature se soit en fait retrouvée à sa naissance comme un agneau ne comprenant pas trop ce que peut être un boucher. Embrigader la littérature, aussi tentant que ça puisse paraître, n'a jamais donné de résultats probants, sans doute parce que sa force, comme sa légitimité, lui viennent de son incertitude et de son ambiguïté, deux qualités que l'institution, comme l'industrie, haïssent pour tuer. C'est peut-être bien ce qui explique que les programmes d'aide à l'édition du ministère de la Culture aient bêtement décidé de subventionner les éditeurs au nombre de titres. Il me semble que ça aurait dû nous mettre la puce à l'oreille. C'est sûr qu'on peut toujours se dire qu'un critère en vaut un autre, du coup pourquoi pas celui-là? Je serais même prêt à avouer que, dans un contexte où l'édition littéraire était encore inexistante, la solution, même si bancal, et surtout tendancieuse, pouvait toujours plus ou moins se défendre. Là, par contre, où mon inquiétude prend de l'ampleur, c'est que remettre aujourd'hui en question ce *modus operandi* revient à peu près à évoquer la mort de Dieu dans un congrès de créationnistes. Je n'y peux rien, ça me dépasse. Parce que, quand même, maintenant que nos structures éditoriales sont à peu près consolidées, pourquoi, grand Dieu, est-ce qu'on persiste à jauger la pertinence de nos aventures éditoriales au nombre de titres sortant des presses? Je vous en prie, éclairez-moi.

Le problème, c'est qu'il n'y a pas que les éditeurs qui se retrouvent engoncés dans ce désir morbide de produire à tous crins. Les lieux devant défendre et illustrer la littérature, comme l'université et les médias, en font aussi les frais avec pour résultat, encore une fois, que c'est la parole qui trinque. En se mettant à modeler son fonctionnement sur celui de l'entreprise privée, l'université, et contenons-nous ici d'évoquer les facultés des arts et des sciences humaines, a, pour ainsi dire, perdu de vue l'ambivalence féconde qui faisait la grande richesse des humanités. Bref, ce n'est plus la recherche du sens qui intéresse le haut savoir, mais celle de résultats. Bien sûr, et heureusement, les départements de littératures ne sont pas uniquement remplis de gens se contentant d'aborder un roman comme on le ferait d'un bête morceau de charbon et de nous en exposer les composantes dans des articles ne rappelant finalement rien d'autre que le latin de cuisine des médecins de Molière. On peut cependant

affirmer sans trop se tromper que la notion que la lecture d'un texte littéraire soit tout d'abord une affaire d'expérience y semble en ce moment au plus creux.

C'est peut-être anecdotique, mais je pense, en disant ça, à deux hommes, Gilles Marcotte et Jacques Brault, qui enseignaient encore quand je me trouvais à faire mon bac au Département d'études françaises de l'Université de Montréal. Marcotte y était depuis 1965. Il n'avait alors comme bagage pour y être embauché que son expérience de journaliste et d'employé à Radio-Canada de même qu'à l'ONF. Brault, de son côté, est arrivé un peu plus tôt, en 1960, avec en poche un bac en philo, une maîtrise en art et un recueil de poésie. Or, aujourd'hui, il est simplement impossible que l'intellectuel qu'était alors Marcotte et l'écrivain qu'était Jacques Brault puissent y être accueillis, que ce soit à bras ouverts ou même avec circonspection. On leur préférera les enfants sages et dociles qui auront rempli à la lettre le cahier de charges les menant au pas de course du bac au postdoc.

On pourrait en dire de même de la critique journalistique, qui a connu la même dérive, en choisissant elle aussi le modèle industriel lui imposant d'aborder les œuvres comme on examine un produit, une voiture ou une jupe ou un repas congelé, peu importe. On s'étonne après ça qu'elle ne sache plus parler de littérature. Le pire, c'est que ça tente de se défendre de l'absence de temps ou d'espace alloué à la littérature en courant sans arrêt après un concept devant permettre aux chroniqueurs de l'aborder, c'est-à-dire, selon leur conception de la communication, de la rendre consommable. Malheureusement, et c'est là l'unique raison pour laquelle ça ne fonctionnera jamais, la littérature ne se consomme pas. En ce sens, on pourrait toujours se dire qu'elle est un petit peu comme l'amitié, ou le silence, ou la terreur, ou l'angoisse, ou l'amour, ou la vie. La seule façon d'en rendre compte est d'allouer suffisamment de temps à la parole pour que celle-ci puisse se déployer et enfin évoquer quelque chose. Le problème est que ce temps-là, rapidité et efficacité obligent, est aujourd'hui banni des ondes.

Ce qui fait que ceux qui parlent aujourd'hui de littérature dans la Cité, soit l'universitaire, à ne pas confondre avec l'intellectuel, et le chroniqueur culturel, à ne pas confondre, là non plus, avec le critique, n'en parlent pas, mais la repoussent toujours plus loin dans la marge. L'un en la réduisant à un objet froid que l'on dissèque comme un cadavre de crapaud trop longtemps trempé dans le formol, et

l'autre en la faisant passer pour une affaire trop compliquée pour mériter qu'on s'y attarde le soir en rentrant du travail. Finalement, ça ne demande pas beaucoup d'efforts pour les imaginer en fiers-à-bras engagés par Platon, qui, comme on se le rappelle peut-être, souhaitait voir les poètes décrire de la Cité parce qu'ils sont du bord de la tromperie.

Coincée entre une culture industrielle assez odieuse pour se présenter comme populaire, alors que l'industrie ne peut être qu'une affaire d'élite, et une culture savante plus souvent qu'autrement d'une préciosité aussi ridicule que mortifère, notre littérature a de moins en moins, me semble-t-il, d'espace pour respirer, d'autant plus que la culture populaire, son alliée de tout temps, se trouve, en ce moment, tellement moribonde qu'il nous faut des anthropologues pour en ramasser les lambeaux.

De là à dire que notre littérature joue, dans cette triste histoire, le rôle ingrat d'Abel ou de Remus, il n'y a qu'un pas que je suis, certains jours, bien tenté de franchir. Mais, s'il faut retenir quelque chose du bourgeonnement de l'âge de la parole, c'est que, malgré un environnement délétère, il y a toujours de véritables voix prêtes à s'élever où que ce soit. Même nulle part.